



PROJET INTERREG MED

NONHAZCITY MED

REPLICATION ET ADAPTATION AU CONTEXTE MEDITERRANEEN DU PROJET INTERREG NONHAZCITY

APPEL À MANIFESTATION D'INTERET

PARTENAIRE



NonHAZCITY



1. Présentation du projet	3
1.1 Le consortium NonHazCity	3
1.2 Structure générale du projet	4
1.3 Financement du projet	5
1.4 Identification du partenariat NonHazCity MED.....	6
2. Résultats du projet NonHazCity.....	7
2.1 Réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens.....	7
2.2 Les municipalités en première ligne pour la réduction de l'exposition aux substances toxiques	8
2.3 Le rôle sous-estimé des petites entreprises.....	9
2.4 Les actions de sensibilisation vers les habitants	10
2.5 Conclusion : NonHazCity est une contribution majeure à répliquer et à adapter dans la région méditerranéenne.....	11
Annexes	12
Annexe 1 Le Rôle du Chef de File	12
Annexe 2 Financement par le programme Interreg MED	13
Annexe 3 Financement des partenaires du projet NonHazCity	14
Annexe 4 Exemples de livrables à traduire et à adapter.....	15

<http://nonhazcity.eu/>



NONHAZCITY



1. Présentation du projet

1.1 Le consortium NonHazCity

Le consortium NonHazCity était composé de dix-huit partenaires de neuf municipalités et des organisations d'experts dans la région de la mer Baltique (BSR) qui ont pris la responsabilité de trouver de nouvelles façons d'aborder le grand nombre d'émissions de substances toxiques provenant de petites sources dispersées sur leurs territoires urbains. De plus, un réseau de 23 organisations associées, y compris d'autres municipalités, sociétés de services publics d'eau, les autorités environnementales nationales et internationales et les organisations non gouvernementales les ont soutenus.

- City of Stockholm (Chef de File)
- City of Västerås
- Swedish University of Agricultural Sciences
- Turku University of Applied Sciences
- Pärnu City Government
- Pärnu Water
- Baltic Environmental Forum Estonia
- Riga City
- Baltic Environmental Forum Latvia
- University of Gdańsk
- Municipality of Gdańsk
- Gdańsk Water Utilities
- Baltic Environmental Forum Lithuania
- Klaipėda regional environmental department
- Kaunas District Municipality
- Šilalė District Municipality
- Institute of Applied Ecology
- Baltic Environmental Forum Germany



NONHAZCITY

Réduction des substances toxiques dans l'eau : priorité aux petits émetteurs

En dépit de la réglementation, de nombreuses substances toxiques sont quotidiennement libérées par des sources terrestres dans l'environnement aquatique. Ces rejets se produisent à travers trois voies principales : les eaux usées industrielles, les eaux usées municipales et les eaux pluviales. Les sources liées à la consommation ont pour particularité d'être diffuses, par exemple la poussière intérieure, les eaux usées de lavage et l'excrétion des produits pharmaceutiques ingérés.

L'accent a été mis sur les émissions des petits émetteurs en zone urbaine qui ne peuvent pas être contrôlées par les techniques traditionnelles de traitement de l'eau et par la réglementation : les ménages privés, les bureaux, les écoles et garderies, les installations de loisirs, et les entreprises connectées aux stations d'épuration urbaines.

NonHazCity est notamment intervenu auprès des entreprises avec des mesures de réduction concrètes (par exemple, des coiffeurs, des services de nettoyage, des ateliers de réparation automobile, des hôtels et des bureaux). Au total, environ 40 entreprises ont été touchées par des activités de conseil direct, environ 340 par des séminaires et formations. Au total 3500 entreprises ont reçu du matériel d'information. De plus, des campagnes d'information intensives ont été organisées à l'intention des habitants des villes partenaires : manifestations publiques, matériel d'information, concours musicaux, campagnes sur les réseaux sociaux et consultations directes lors de prélèvements d'échantillons. NonHazCity a réuni plus de 15 000 habitants lors de ses événements et plus de 150 000 personnes ont été touchées sur les réseaux sociaux.



NONHAZCITY



1.2 Structure générale du projet

NonHazCity a mis en œuvre quatre ensembles de travail (WP)

Le premier WP avait pour objectif d'acquérir de nouvelles connaissances et preuves sur la présence de substances toxiques dans les municipalités pilotes participant au projet. Des prélèvements et des analyses ont été effectués dans les eaux usées et l'environnement aquatique des municipalités pilotes ainsi que dans la poussière intérieure des établissements préscolaires. Les substances ont été retracées jusqu'aux sources urbaines et classées en fonction de leur présence et de leur niveau de préoccupation. Les résultats de l'enquête ont été utilisés pour communiquer avec les trois groupes de parties prenantes du projet : les municipalités, les entreprises et les ménages privés.

Les trois autres ensembles de travail WP ont été conçus pour amorcer la réduction de l'exposition aux substances toxiques par ces groupes d'intervenants. Des objectifs stratégiques de réduction des risques chimiques ont notamment été fixés dans le cadre des plans d'action pour les produits chimiques (CAP) élaborés par les municipalités partenaires. Ces plans définissent des mesures concrètes de réduction des substances toxiques pour les entités municipales, les entreprises et les habitants ainsi que des stratégies pour leur mise en œuvre. Des campagnes d'information et des formations destinées aux différentes parties prenantes ont été organisées et font partie des CAP.

- WP1 Recherche des substances toxiques et priorisation des sources d'émission
- WP2 Mise en œuvre des actions dans les municipalités
- WP3 Support pour les actions vers les entreprises
- WP4 Campagne de sensibilisation vers les ménages
- WP5 Gestion de projet et administration

Le rôle du Chef de File

- Le partenariat attribue le rôle de Chef de File à une organisation qui assume l'entière responsabilité de la mise en œuvre du projet dans son ensemble.
- Le Chef de File est un organisme public ou un organisme de droit public. Le Chef de File se trouve physiquement basé dans la zone UE de l'espace MED. Plus de détails dans l'annexe 1.

Composition du comité de pilotage de NonHazCity

Le comité de pilotage de NonHazCity était composé du Chef de File et des responsables des WP :

- Responsable de projet, Chef de File : Tonie Wickman, Stockholm municipality;
- Responsable de projet adjointe et responsable du WP1 : Heidrun Fammler, BEF Germany ;
- Responsables du WP2 : Piotr Stepnowski, Gdansk University; Karin Wiberg, Swedish University of Agricultural Sciences;
- Responsable du WP2/4 : Heli Nommsalu, BEF Estonia;
- Responsables du WP3 : Arne Jamtrot, Stockholm municipality; Hanna maria Yliruusi, Turku University of Applied;
- Responsables du WP4 : Valters Toropovs, BEF Latvia; Jens Gercken , Institute for Applied Ecology;
- Responsable du WP5 : Laura Stance, BEF Lithuania.

1.3 Financement du projet

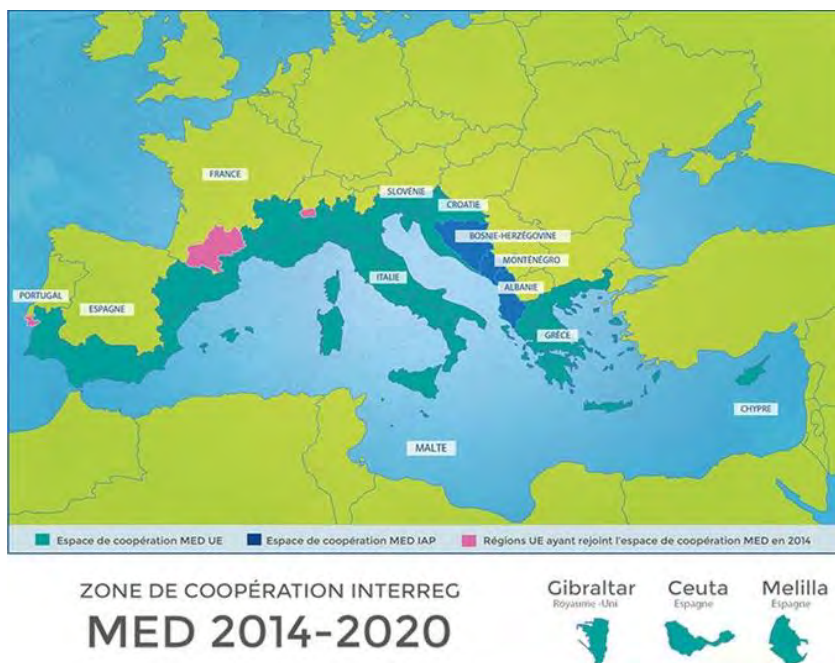
Budget du projet

Le budget total du projet de NonHazCity était de 3,5 millions d'euros. 2,8 millions d'euros ont été financés par le programme Interreg Baltic Sea Region et 0,7 millions d'euros ont été apportés par les partenaires du projet. Le projet de réplication en zone méditerranéenne vise le même budget.

Montant co-financé par Interreg	2,827,465.97 €
Montant des contributions des partenaires	714,331.10 €
Budget Total du Projet	3,541,797.07 €

Adaptation aux conditions de financement du programme Interreg MED

- Le Programme Interreg MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et l'Instrument d'Aide de Préadhésion (IAP).
- Le taux de cofinancement FEDER/IAP s'élève à 85 % pour tous les partenaires et Chefs de file.
- La part des dépenses non remboursée par le FEDER/l'IAP doit être financée par chaque Chef de File et partenaire. Plus de détails dans l'annexe 3.



Les principaux documents administratifs du projet NonHazCity

- L'accord entre les partenaires et le Chef de File (extrait en annexe 3) : <https://insynsverige.se/documentHandler.ashx?did=1941887>
- La convention entre le secrétariat Interreg et le Chef de File : <https://insynsverige.se/documentHandler.ashx?did=1941888>
- La note de concept du projet : <https://insynsverige.se/documentHandler.ashx?did=1797653>
- La lettre d'engagement de la ville de Stockholm : <https://insynsverige.se/documentHandler.ashx?did=1797654>

1.4 Identification du partenariat NonHazCity MED

Un partenariat d'une vingtaine d'organisations (municipalités, associations, instituts de recherche, autres entités publiques) est en cours de constitution dans 5 pays (Espagne, France, Grèce, Italie, Portugal). Les partenaires déjà engagés sont :

ESPAGNE



Ecologistas en Acción

Calle Marqués de Leganés 12
28004 Madrid, Spain
quimicos@ecologistasenaccion.org
+34 915 31 27 39
<https://www.ecologistasenaccion.org/>

Fondée en 1998, Ecologistas en Acción est une confédération de 300 groupes répartis dans les villes espagnoles. Le travail conjoint de Ecologistas en Acción et de la Fundación Alborada a permis à 17 villes espagnoles de s'engager à réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens. 3 communautés autonomes (La Rioja, Aragón, Comunidad Valenciana) ont de plus approuvé une proposition non législative visant à réduire l'exposition dans leurs services.

FRANCE



Réseau Environnement Santé

Mundo Etic, 47 Av. Pasteur 93100,
Montreuil, France
contact@reseau-environnement-sante.fr
+33 1 80 89 58 37
<http://www.reseau-environnement-sante.fr/>

Crée en 2009, le Réseau Environnement Santé (RES) a contribué à la prise de conscience de la question des Perturbateurs Endocriniens en étant à l'origine de l'interdiction du bisphénol A dans les biberons et de la Stratégie Nationale Perturbateurs Endocriniens. Le RES propose depuis octobre 2017 la charte des Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens, aujourd'hui signée par 3 régions (Ile-de-France, Occitanie, Nouvelle-Aquitaine), 2 départements (Tarn, Haute-Garonne) et près de 200 villes sont engagées directement ou via leur communauté d'agglomération (Paris, Strasbourg, Toulouse, Douais Agglo, Besançon, Grenoble, Bordeaux Métropole, Montpellier, etc..)

GRÈCE



ECOCITY

9 Kefallinias str.
15126 Athènes, Grèce
+ 30-210-6196757
info@ecocity.gr
<http://ecocity.gr>

Créée en 2004, ECOCITY est une association ayant pour mission d'établir des normes et d'assurer la promotion et l'adoption des meilleures pratiques en matière de protection de l'environnement en Grèce. ECOCITY participe notamment au programme européen AccESS, un projet pilote coordonné par ECOS (Organisation européenne de la normalisation des citoyens pour l'environnement) qui vise à faciliter la participation des ONG environnementales nationales au système européen de normalisation (SSE).



Observatoire national d'Athènes (NOA)

Institut de recherche sur l'environnement
et le développement durable - IERSD
meteosec@noa.gr
I. Metaxa & Vas. Pavlou, GR-15236 Palea
Penteli, Grèce
Tel: +30 210 8109122
<https://www.meteo.noa.gr>

Crée il y a plus 170 ans, l'Observatoire National d'Athènes (NOA), a coordonné pour la Grèce, en collaboration avec ECOCITY, le projet européen LIFE AskREACH, consortium de 20 partenaires de 13 États membres. Ce projet vise à promouvoir un accès direct et aisé aux informations sur la présence de produits chimiques dangereux dans les produits d'utilisation commun grâce au développement d'une application mobile. Parallèlement, les entreprises seront encouragées et soutenues à mettre à disposition des informations sur la présence ou l'absence de ces substances dans leurs produits.

PORTUGAL



ZERO

Av. de Berna, 31 2º dto. (sala 2)
1050-038 Lisbonne, Portugal
Tel : 513 762 000
email: zero@zero.org
<https://zero.org/>

Créée en 2015, ZERO, Association pour un système terrestre durable, a participé aux projets européens LIFE AskREACH et AccESS. ZERO anime également le projet Jeunes détectives de l'environnement visant à mobiliser les enfants et les jeunes, individuellement ou en groupe, afin de mener des enquêtes sur la situation environnementale de rivières situées près de la maison ou de l'école.

Le lancement du projet NonHazCity MED est accompagné par NonHazCity

2. Résultats du projet NonHazCity

2.1 Réduire l'exposition aux perturbateurs endocriniens

Les perturbateurs endocriniens constituent un groupe hétérogène de substances toxiques pouvant interférer avec le système hormonal de l'organisme. Les effets de ces substances incluent le cancer, des effets sur la reproduction, ainsi que des anomalies du développement, de l'obésité et des effets négatifs sur le système immunitaire, entre autres. L'exposition humaine à ces substances toxiques se produit par différentes voies : ingestion d'aliments ou d'eau contaminés, ingestion directe par contact avec des substances contenant des perturbateurs endocriniens, contact avec la peau ainsi que par inhalation.

En lançant une campagne de mesures, NonHazCity a apporté de nouvelles preuves de la contamination par ces substances :

- Les phtalates, le bisphénol A, les alkylphénols et les PFAS étaient les groupes de substances les plus fréquemment détectés dans tous les types d'eaux usées, les boues d'épuration et les eaux pluviales.
- Le projet a confirmé que les ménages sont une source importante de substances toxiques. Toutes les substances analysées ont été détectées dans les eaux usées provenant de zones résidentielles, certaines plus que d'autres. Cela suggère que les produits de grande consommation sont des sources importantes de substances toxiques dans le système d'égout.
- De nombreux vieux objets trouvés dans les écoles maternelles contiennent des niveaux élevés de substances toxiques. Il est important de trier et d'éliminer les vieux jouets en plastique afin de réduire la quantité de substances toxiques présente dans l'environnement intérieur. Si les nouveaux jouets en plastique peuvent également contenir des substances toxiques, les prélèvements montrent de plus faibles contaminations venant des produits neufs (figure 2).
- Il est possible de réduire fortement la contamination comme l'a montré une campagne de prélèvement d'échantillons urinaires d'habitants volontaires à Gdansk. Après une réduction du contact avec les plastiques domestiques, notamment, les substances toxiques ont été réduites de manière significative lors d'une deuxième série de tests d'urine.
- Ces résultats ont été publiés dans plusieurs documents du projet NonHazCity (Gercken, et al., 2018, Giovanoulis et.al. 2019; Pettersson, Oldén, & Lagerqvist, 2018; Rutkowska, Konieczna 2016).

Compound Class	Industrial	Residential	Service	Stormwater	WWTP
Alkylphenols	28%	59%	64%	40%	75%
Bisphenol-A	100%	94%	100%	90%	92%
Pharmaceuticals	11%	59%	29%	10%	75%
Phthalates	94%	100%	86%	100%	100%

Figure 1 : Occurrence des substances toxiques en % d'échantillons de différentes sources

2.2 Les municipalités en première ligne pour la réduction de l'exposition aux substances toxiques

NonHazCity a montré que les municipalités ont un grand nombre de possibilités pour réduire l'exposition aux substances toxiques sur leur territoire. Elles peuvent en particulier fixer des objectifs stratégiques pour toute la municipalité, y compris pour les entreprises et pour les habitants. Les municipalités peuvent également réduire directement l'exposition aux substances toxiques par une bonne gestion des produits chimiques et la substitution des produits dans leurs propres locaux.

Le Plan d'actions chimiques (CAP) adopté par la Ville de Stockholm a servi de base pour définir des objectifs stratégiques et définir des mesures concrètes. La ville de Stockholm a ainsi pu permettre, via le projet NonHazCity, à d'autres villes de développer des plans d'actions chimiques : les Villes de Turku, Pärnu, Riga, Silale, ainsi qu'une pour les districts de Kaunas et Gdansk. Le projet a également été l'occasion pour les villes de Stockholm et Västerås de mettre à jour leurs plans existants et d'évaluer leur mise en œuvre. Les CAPs sont devenus des documents politiques, comprenant des engagements de niveaux élevés en matière de priorités et de mise en œuvre en matière de gestion des produits chimiques. Par exemple, le Conseil municipal de Riga a décidé de créer un nouveau poste dans son département de l'environnement : un coordonnateur produits chimiques à temps plein.

Certaines des mesures des CAP ont été directement mises en œuvre dans le cadre du projet NonHazCity, par exemple les campagnes de prélèvements et d'analyses. Les résultats ont confirmé la possibilité de réduire de façon importante l'exposition aux substances toxiques si des mesures sont mises en œuvre à grande échelle.

Item	Phthalate plasticizers (kg)	Chlorinated paraffins (kg)	Organophosphorous flame retardants (kg)
Old mattresses	2 100	1,3	230
New mattresses	0	0	0,1
Old toys	170	4,2	-
New toys	0,2	0	-

Figure 2 – Quantité de substances toxiques dans les matelas et les jouets (comparaison vieux et nouveaux objets) provenant des écoles maternelles de Stockholm (Lagerqvist, A. (2018). Hazardous substance reduction through phase out of old articles and materials in pre-schools – calculations of actual reduction. NonHazCity.)

Les marchés publics sont l'un des principaux outils pour réduire les substances toxiques venant de sources urbaines. Les municipalités sont des acheteurs à grande échelle de biens et de services et sont souvent responsables d'une variété d'entités publiques, par exemple les écoles, les écoles maternelles, les centres de soins, le transport, la construction, la rue, la gestion des espaces verts, etc. Avec des critères clairs d'éco-conditionnalité (Green Public Procurement, GPP) dans leur politique de marchés publics, les municipalités peuvent influencer sur les grandes habitudes d'achat à une échelle efficace et ainsi réduire les quantités de produits, d'articles et de matériaux contenant des substances toxiques.

- À traduire et adapter : NonHazCity a élaboré des documents d'orientation pour faciliter la mise en place de critères d'éco-conditionnalités (Kontturi, K., Lankiniemi, S., & Hannamaria, Y. (2018). Guide pour les marchés publics chimique intelligente. NonHazCity)

2.3 Le rôle sous-estimé des petites entreprises

La plupart des petites entreprises (qui représentent 99% de toutes les entreprises de l'UE), ne soupçonnent pas la présence de substances toxiques dans leurs produits ou sur les lieux de travail. Pourtant les entreprises sont à la source et au carrefour de l'exposition aux produits toxiques et peuvent donc réduire l'exposition par les activités de substitution et d'autres bonnes pratiques de gestion des produits chimiques.

NonHazCity a montré que dans certains types d'entreprises, en particulier coiffeurs et services de nettoyage, l'exposition professionnelle et l'exposition des clients dépasse de loin les émissions dans l'environnement. Cette sur-exposition se retrouve également dans les ateliers de réparation automobile, les services de blanchisserie, la construction, l'industrie du bois, les services de santé, les hôtels et, en général, les bureaux.



Photo: Isabella Antonelli, iStock

Par exemple, les coiffeurs utilisent une énorme quantité de produits cosmétiques (shampooings, revitalisants, colorants, couleurs, parfums) pouvant contenir des substances classées comme dangereuses pour la santé humaine ou pour l'environnement. Les produits de nettoyage peuvent souvent contenir des composants dangereux tels que les acides ou alcalins, composés de désinfectants, des conservateurs agressifs ou des parfums.

NonHazCity a produit des brochures, des newsletters, des outils de conseils et des formations pour les coiffeurs et les services de nettoyage. Même si les efforts à l'échelle d'une entreprise peuvent sembler marginaux, le potentiel de réduction des substances toxiques pour ces deux activités est considérable :

- Il y a 400 000 à 500 000 salons de coiffure dans l'UE, employant environ 1 million de personnes, et 350 millions de clients potentiels par an (Industrie Européenne des cosmétiques, 2018). Environ 1,8 million de produits de teintures capillaires ont été vendus au Danemark en 2010. Or des substances toxiques tels que le para-phénylènediamine (PPD) et le résorcinol ont été mesurées dans les teintures capillaires à des concentrations de 0,04 à 0,25% et de 0,05 à 2,2%, respectivement. Le potentiel de substitution de ces deux produits chimiques est considérable, et ce rien qu'en travaillant sur les teintures capillaires. (Danish EPA, 2013)
- En 2006, le secteur du nettoyage dans l'UE employait environ 3,6 millions de travailleurs sous contrat dans 129 000 entreprises. Les employés de ce secteur peuvent être exposés à une large gamme de substances toxiques dans les produits de nettoyage et par contact avec la poussière polluée dans l'air intérieur des locaux. En Suède, 50 000 tonnes de produits de nettoyage sont utilisées chaque année. Même si des substances toxiques peuvent être présentes à un faible pourcentage, cela représente au final une émission considérable, principalement pour l'environnement aquatique.

- **À traduire et adapter : le rapport complet concernant les petites entreprises. (Alijošiūtė-Paulauskienė et al. (2019). Hazardous substance reduction potentials at local businesses. NonHazCity.)**

2.4 Les actions de sensibilisation vers les habitants

Les consommateurs utilisent une grande variété de produits pouvant contenir des substances toxiques : détergents, cosmétiques, peintures - mais aussi des produits tels que les meubles, vêtements, textiles d'intérieur, revêtements de sol, jouets, ustensiles de cuisine, appareils électroniques, etc. Les consommateurs ne sont souvent pas informés de la présence de substances toxiques dans ces produits, même pour les plus écologistes d'entre eux.

Beaucoup de ces produits contenant des substances toxiques peuvent être moins utilisés, substitués ou même complètement évités. Les substances émises par les consommateurs sont principalement rejetées dans les eaux usées, par exemple les produits cosmétiques lors de la douche. Le lavage des sols rejette dans l'eau les substances accumulées dans les poussières, le lavage du linge et des textiles contamine également l'eau (Lagerqvist, 2018).

Le travail de sensibilisation mené par NonHazCity a principalement consisté à montrer aux habitants leur part d'émission de substances toxiques et à donner des informations sur l'utilisation de substances moins dangereuses pour des usages quotidiens. Les partenaires du projet ont pour cela mis en œuvre des campagnes d'information intensives dans les villes pilotes et réalisé de nombreux supports d'information en langue locale. La campagne de communication « Testez votre ménage - combien de produits chimiques utilisez-vous » a été particulièrement réussie.



Photo: Martin Krekeler, Egle Ruskute

Les équipes des partenaires du projet sont allées à la rencontre de plus de 50 ménages bénévoles et ont recherché sur place la présence de produits contenant des substances toxiques. L'objectif était avant tout d'ouvrir une discussion sur les produits pouvant être remplacés et d'encourager une réduction du nombre de produits utilisés.

Plus de 50 produits cosmétiques et produits de nettoyage ont été trouvés dans certains ménages, contenant pour la plupart des substances toxiques, dont certaines étaient des perturbateurs endocriniens. Lors d'une deuxième visite (6 mois plus tard), la plupart des ustensiles de cuisine, comme les casseroles et les contenants alimentaires, ont été changés ; une diminution de l'utilisation des détergents a été remarquée, et la plupart des produits d'hygiène ont été substitués.

Les résultats pour les cosmétiques n'ont cependant pas été concluants. Pour de nombreuses personnes l'attachement à des produits spécifiques (le make-up par exemple), à des produits de luxe ou à valeur émotionnelle forte, rend ce sujet délicat et sensible.

Les mesures prises par les ménages bénévoles, ainsi que leurs réflexions sur la question ont été documentés et diffusés par plusieurs canaux afin d'inspirer d'autres ménages et de montrer des exemples concrets d'actions à l'échelle individuelle.

• **À traduire et adapter : le rapport complet concernant les ménages. (Fammler, et al. (2019). Reduction of hazardous substances in private households. NonHazCity.)**

2.5 Conclusion : NonHazCity est une contribution majeure à répliquer et à adapter dans la région méditerranée

Le résultat le plus important du projet NonHazCity a été d'apporter de nouvelles preuves de la forte présence de substances toxiques en milieu urbain. Ces substances sont devenues un problème visible lors des tests et analyses menés au cours du projet (eau, produits de consommation, poussière intérieure, échantillons humains). Ces mesures ont été importantes comme socle de discussion, en particulier lors des événements publics et lors des actions vers les consommateurs.

Les trois groupes de parties prenantes ciblés par NonHazCity - entités municipales, entreprises et habitants - se sont avérés « responsables et capables » de contribuer de manière substantielle à la réduction des émissions et de l'exposition, notamment par la substitution ou l'évitement de produits contenant des substances toxiques. NonHazCity recommande ainsi à toutes les Municipalités du monde entier le ciblage des sources urbaines diffuses de substances toxiques. Cela devrait constituer une priorité absolue dans leur programme d'action politique.

- Les résultats des mesures pilotes et des études de suivi ont montré que le contrôle des sources de substances toxiques peut réduire de façon déterminante les émissions de produits chimiques dans les stations de traitement des eaux usées et dans les eaux de surface en aval.
- Le contrôle ou la limitation de substances toxiques dans les produits utilisés par une multitude de petits émetteurs en amont des stations d'épuration est essentiel pour protéger la vie aquatique dans les eaux de surface et réduire l'exposition humaine à ces substances toxiques.
- La présence continue de substances toxiques dans les eaux usées des zones résidentielles devrait inciter les municipalités à préparer des campagnes d'information à l'intention des petites entreprises et des ménages.
- Les stratégies d'achat municipales peuvent favoriser des choix plus informés et plus libres. Les critères d'éco-conditionnalité relatifs aux substances toxiques devraient compléter le suivi de l'application de la législation en vigueur. Il s'agit de donner un signal clair aux entreprises et le dialogue avec les fournisseurs constitue un premier pas important vers la substitution des produits. L'élaboration de plans d'action sur les produits chimiques (CAP) est un excellent moyen d'aller vers un environnement quotidien non toxique.



Annexes

Annexe 1 Le Rôle du Chef de File

- Le principe des « Chefs de file » s'applique au Programme Interreg MED conformément à l'article 13 du Règlement (UE) n° 1299/2013. Par conséquent, chaque partenariat attribue le rôle de Chef de File à une organisation qui assume l'entière responsabilité de la mise en œuvre du projet dans son ensemble.
- Conformément à la Directive 2014/24/UE, le Chef de File est un organisme public ou un organisme de droit public. Le Chef de File se trouve physiquement basé dans la zone UE de l'espace MED.
- Les institutions privées, les organisations internationales agissant sous loi internationale et les partenaires IAP ne peuvent pas être Chefs de file.
- Une fois le projet approuvé par le Comité de Pilotage du Programme MED, le Chef de File signe un Contrat de subvention avec l'Autorité de Gestion du Programme
- Pendant la phase de mise en œuvre du projet, le Chef de File est responsable de coordonner le partenariat et le projet selon le principe de la bonne gestion financière et bonne gestion de projet.
- Dans le même sens, le Chef de File doit garantir une communication fonctionnelle et permanente au sein du partenariat au fin d'assurer un échange efficace d'informations permettant l'atteinte des objectifs du projet.
- Le Chef de File est également responsable de la communication avec les autorités du Programme, notamment l'Autorité de Gestion et le Secrétariat Conjoint.
- Les responsabilités du Chef de File sont définies dans le Contrat de subvention.
- En parallèle la convention interpartenariale formalise l'organisation du partenariat et définit les responsabilités de chaque partenaire dans la mise en œuvre du projet conformément au formulaire de candidature consolidée.
- La convention interpartenariale est signée entre le CdF et tous les partenaires impliqués dans le projet. Elle reprend clairement le « principe de Chef de File » pour la gestion opérationnelle et la coordination du projet.
- Pendant la phase de préparation de la candidature de projet, le Chef de File (organisation) est chargé de coordonner et orienter le partenariat à partir de l'idée de projet jusqu'à la finalisation de la proposition. Le Chef de File dépose officiellement le Formulaire de Candidature et il est responsable du contenu et des engagements y inclus.
- Une fois le projet approuvé par le Comité du Pilotage du Programme, le Chef de File est chargé d'assurer, conformément au principe de la bonne gestion, à la mise en œuvre efficace du projet dans son intégralité. Par conséquent, le Chef de File doit être une entité expérimentée en matière de gestion de projets financés par l'UE.

Le Chef de File doit donc, au minimum, présenter le profil suivant :

- Expérience dans la gestion des projets financés par l'UE
- Volonté d'assumer un rôle de leader et de moteur au sein du partenariat
- Capacités (ressources institutionnelles, financières et humaines) suffisantes pour préparer la candidature et gérer la mise en œuvre du projet
- Connaissances et expertise thématiques pertinentes par rapport aux contenus du projet
- Engagement pendant toute la durée du processus de candidature aussi bien que pendant l'exécution

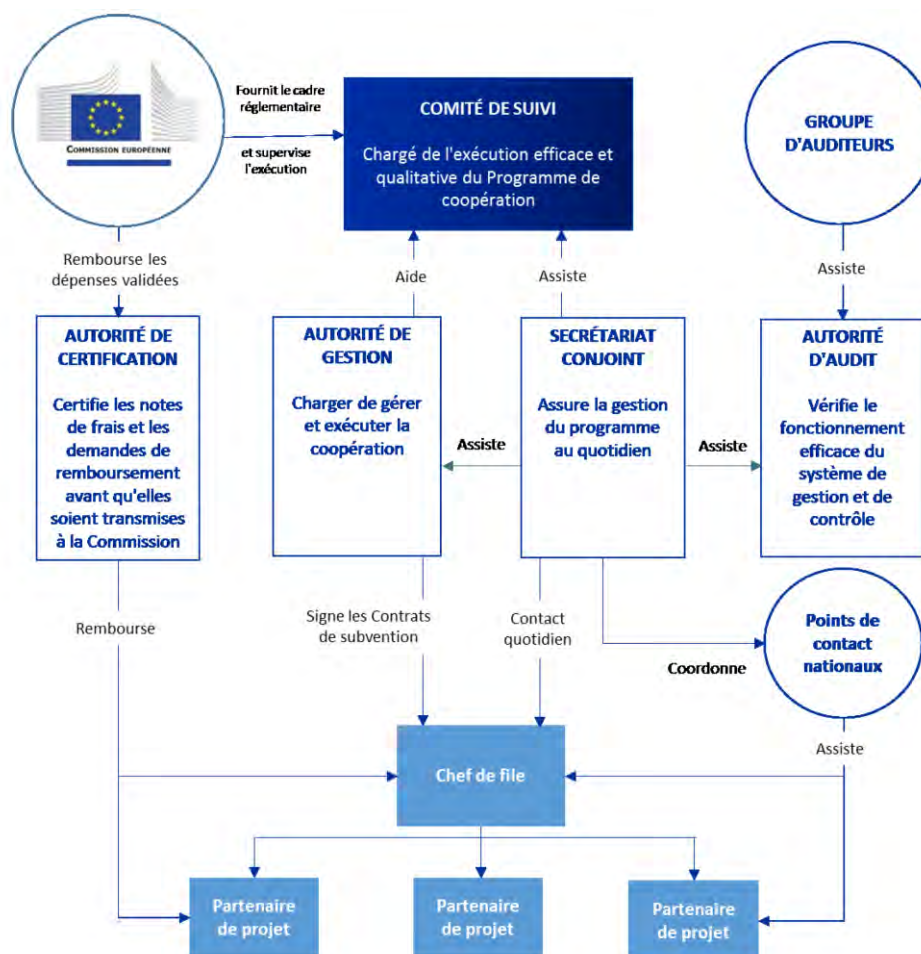
Source : https://interreg-med.eu/fileadmin/user_upload/Sites/Programme/Toolbox/Reference_documents/16.-Le-role-de-chef-de-file_2_.pdf

Annexe 2 Financement par le programme Interreg MED

Le Programme Interreg MED est cofinancé par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et l'Instrument d'Aide de Préadhésion (IAP). Le taux de cofinancement FEDER/IAP s'élève à 85 % pour tous les partenaires et Chefs de file. La seule exception concerne les PME participant au projet conformément à l'article 20 du Règlement général d'exemption par catégorie (Règlement n° 651/2014 de la Commission européenne), pour lesquelles le cofinancement du FEDER représente 50 % de leur budget total éligible. La part des dépenses non remboursée par le FEDER/l'IAP doit être financée par chaque Chef de File et partenaire des projets au moyen d'un cofinancement national, pouvant prendre les formes suivantes :

- A) propre contribution publique - financement public national, régional ou local, assuré directement sur les propres fonds des partenaires publics ;
- B) contribution publique automatique - financement public national, régional ou local, obtenu via des mécanismes de cofinancement spécifiquement établis par les États membres ;
- C) autre contribution publique - financement public national, régional ou local, fourni par des institutions publiques ne faisant pas partie du partenariat ;
- D) contribution privée propre - financement privé fourni directement par les fonds propres des partenaires privés ;
- E) autre contribution privée - financement privé fourni par des institutions publiques, mais qui ne participent pas au partenariat ;

A minima le partenariat doit être composé d'au moins quatre partenaires cofinancés; issus d'au moins quatre pays de l'espace du Programme Interreg MED ; et ont au moins trois partenaires situés dans la partie Union européenne de l'espace Interreg MED (soit : trois partenaires FEDER situés au sein de l'espace MED).



Annexe 3 Financement des partenaires du projet NonHazCity



Concept note of the project:
NonHazCity

Postal code
Town

Contact persons:

Please indicate the names of the contact persons as well as e-mail and phone number (including country codes) of the project coordinator.

Note: In case of approval of the concept note this e-mail address will be used to send the unique login information for the second step of the application process (online forms). Please make sure that the e-mail address remains valid also after the approval of the concept note.

Signatory of the concept note
Project coordinator
E-mail Phone
Website
Estimated total partner budget

Funding source: ERDF

Project partner no. 2

Original name of the organisation
English name of the organisation
Type of partner
international organisation, trade union, foundation, charity, voluntary association, club, etc.
Country

Estimated total partner budget Funding source: ERDF

Project partner no. 3

Original name of the organisation
English name of the organisation
Type of partner
international organisation, trade union, foundation, charity, voluntary association, club, etc.
Country

Estimated total partner budget Funding source: ERDF

Checksum: 4224368075

6/12



L'accord entre les partenaires et le Chef de File. Source :

<https://insynsverige.se/documentHandler.ashx?did=1941887>

Annexe 4 Exemples de livrables à traduire et à adapter



HAZARDOUS SUBSTANCE REDUCTION POTENTIALS IN BALTIC CITIES

VERIFYING EMISSION REDUCTIONS FROM DIFFUSE SOURCES AND
EVALUATING RESULTS



HAZARDOUS SUBSTANCE REDUCTION POTENTIAL AT LOCAL BUSINESSES

EVALUATING RESULTS AND VERIFYING REDUCTION POTENTIAL
BY SUBSTITUTION OF CHEMICAL PRODUCTS AND ARTICLES AT
BUSINESSES IN THE BALTIC SEA REGION



CONTENTS

1. Introduction	4
1.1 The NonHazCity project	4
1.2 Policy settings, awareness raising and HS reduction in municipalities	5
1.3 Hazardous substances, definition, emissions and presence	6
1.4 Legislation and initiatives concerning regulation of hazardous substances	8
1.5 The NonHazCity consortium	9
2. Three types of reduction measures in municipal settings	10
2.1 Reduction of HS occurrence by inventory and substitution of chemical products	11
2.1.1 Conclusions concerning reduction of HS by substitution of chemical products	15
2.2 Reduction of HS occurrence by inventory and substitution of articles and materials	16
2.2.1 Conclusions concerning reduction of HS by substitution of articles and materials	20
2.3 Reduction of HS occurrence by implementation of chemical criteria in procurement	20
2.3.1 Conclusions concerning implementation of GPP chemical criteria in municipalities	24
3. Long time planning in the municipality	26
3.1 Establishment of Chemical Action Plans (CAPs) in partner municipalities	26
3.2 Long time goals and implementation of Chemical Action Plans into municipal operations	27
4. Conclusions	28
4.1 Conclusions related to municipality actions	28
4.2 Conclusions related to policy making and wider perspectives	29
5. References	31
Annex 1 Legislation and non-legislative initiatives in connection to HS reduction possibilities	32
Annex 2 Project partners and associated organisations in the NonHazCity project	34
About the project	36
Imprint	36

CONTENTS

1 Introduction	4
1.1 The NonHazCity project	4
1.2 Hazardous substances	4
2 The NonHazCity activities with businesses	7
2.1 Methods used to approach and contact businesses	7
2.2 Sectors in focus	9
2.3 Findings from the visits to selected businesses	11
2.4 Potential for reduction of hazardous substances at sectors in focus	16
3 Behaviour of the business facing the challenge of chemical risk management	18
3.1 Knowledge and awareness assessment from a business survey	18
3.2 Supply chain communication	18
3.3 Drivers for change and motivation	19
3.4 Challenges involved in communicating the messages of hazardous substance reduction	20
3.5 Political, economic, social and technological analysis (PEST)	21
4 Conclusions	23
5 Recommendations	24
6 References	25
Annex 1: Legislative framework with respect to substitution of hazardous substances at workplaces	27
Annex 2: Basic principles of substitution of hazardous substances in business workplaces	28
Annex 3: Problematic substances frequently present in hairdressing and cosmetic products	29
Annex 4: Compilation of hazardous substances most often found to be present in hairdressing products used at a hairdresser salon in Turku (Finland)	30